



# REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Analyse IPC de l'Insécurité Alimentaire Aigüe  
Mise à Jour de l'Analyse d'Août 2018  
Rapport # 10 | Publié en Octobre 2018

## RESULTATS CLÉS

**1,9 M\***

43% de la population

Personnes en Insécurité Alimentaire aigüe  
(IPC Phase 3 et plus) ayant besoin  
d'ASSISTANCE IMMEDIATE

**550 000**

Personnes en Urgence  
IPC Phase 4

**1,35**

**Millions**

Personnes en Crise  
IPC Phase 3

**1,85**

**Millions**

Personnes en Stress  
IPC Phase 2

**702 400**

Personnes en Insécurité  
Alimentaire Minimale  
IPC Phase 1

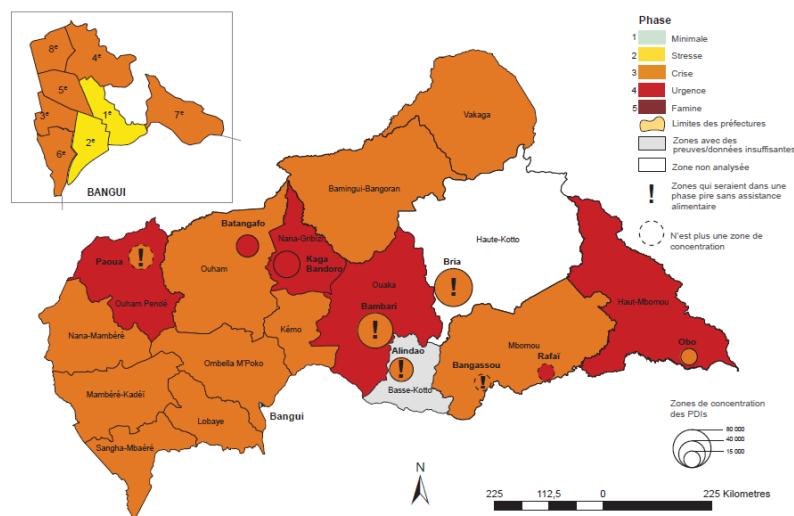
\*Du fait de la variation du nombre de zones analysées et du fait de la référence à une saison différente par rapport aux classifications IPC antérieures, afin d'estimer avec précision les tendances, il est recommandé de se référer à la section du rapport «Comparaison avec les analyses IPC antérieures».

**Combien et Quand ?** La mise à jour de la Classification Intégrée de l'Insécurité Alimentaire (IPC) conduite en Septembre 2018 indique que 13% de la population analysée, soit 550 000 personnes, se trouvent en IPC Phase 4 (Urgence) et 31%, soit plus de 1 350 000 personnes, se trouvent en IPC phase 3 (Crise), représentant au total plus de 40% de la population analysée. La mise à jour montre que 4 préfectures et 3 concentrations sont en IPC Phase 4 (Urgence), tandis que 10 préfectures, 6 concentrations et 6 arrondissements de Bangui sont en IPC Phase 3 (Crise). La population nécessitant une action urgente pour protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition et les décès est estimée à 1.9 million.

**Où et Qui ?** Les populations en insécurité alimentaire aigüe se trouvent principalement dans les concentrations de Batangafo, Kaga Bandoro, la zone de Rafai et les préfectures d'Ouham Pende, Nana Gribizi, Ouaka et Haut Mbomou. Ces zones correspondent à celles où on retrouve le plus grand nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) - vivant dans les sites (40%) ou en famille d'accueil (60%) ainsi que les ménages hôtes. Dans certaines préfectures, les populations déplacées représentent une proportion importante de l'ensemble de la population : Haute Kotto (85%), Haut Mbomou (45%), Nana Gribizi (32%) et Ouaka (30%). De mêmes, les populations rurales dans les zones moins affectées par le conflit nécessitent de l'assistance pour la protection et le relance de leurs moyens d'existence.

**Pourquoi ?** La situation sécuritaire reste précaire et caractérisée par l'activisme des groupes armés dans certaines Préfectures (Nana Gribizi, Ouaka, Haute Kotto et Basse Kotto), les racketts et pillages parmi les populations civiles et les menaces et attaques sur les acteurs humanitaires. Cette situation affecte les activités socio-économiques et agricoles et empêche souvent l'assistance. A cela s'ajoute le mauvais état des routes, le niveau élevé des prix sur certains marchés qui réduit l'accès physique et financier des ménages à l'alimentation. Par ailleurs, l'accès aux intrants et outils agricoles demeure toujours une préoccupation pour les ménages de même que la réhabilitation des moyens d'existence des personnes retournées (301,447).

## MISE A JOUR DE LA PROJECTION D'AOUT 2018



### Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkousse  
Président du groupe de travail technique IPC  
Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org  
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

**APERÇU DE LA SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE**

2

**FACTEURS CLES ET PRINCIPAUX RESULTATS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE**

L'aspect sécuritaire reste un facteur déterminant de la prévalence encore la principale cause de l'insécurité alimentaire dans le pays : le conflit, qui perdure depuis 2013, avec des nouveaux regains de violences dans certaines régions, a provoqué des mouvements significatifs de populations vers les chefs lieu des Préfectures concernées. Ce conflit et la recrudescence de la violence ont négativement affectés les moyens d'existence des populations affectées avec comme conséquences la dépendance à l'assistance humanitaire et à la solidarité des familles d'accueil avec une forte pression sur les ressources déjà faibles des populations hôtes. La détérioration significative de la sécurité suite à l'aggravation du conflit de décembre 2017 à août 2018 a continué d'entraîner des déplacements importants vers les localités de Bambari, Bria, Kabo, Batangafo, Bangassou, Kaga-Bandoro, Mala et Obo.

Selon le Bulletin de la Commission des Mouvements de Populations (CMP) d'août 2018, sur une population nationale totale de 4 684 517 personnes, les personnes déplacées sont estimées à 621 035, soit 13% de la population. 38% de ces déplacés se trouvent dans des sites formels et informels, tandis que 62% sont logés auprès de familles hôtes. Malgré 25 000 nouveaux déplacements qui ont eu lieu entre Juillet et Aout, on constate une diminution de nombre de déplacées de 5% par rapport au mois de Juillet et 12% par rapport à Mars 2018, ainsi qu'une tendance positive constatée au niveau des retours (40 000 personnes depuis Janvier 2018) principalement dans les préfectures de Basse-Kotto, Mbomou, Bamingui-Bangoran et sur les axes autour de Paoua. Dans un contexte où environ 40% de la population dépend de sa propre production pour son alimentation, l'un des facteurs les plus préoccupants reste l'accès difficile aux semences, aux intrants et outils agricoles, aux produits vétérinaires pour les agro-éleveurs et manque de renouvellement du cheptel. Le faible accès aux intrants agricoles et aux outils aratoires, le risque de déplacement, le pillage des récoltes par les bandes armées, la faible production dans les zones à haute insécurité du fait des restrictions sécuritaires à l'accès aux terres, la faible capacité d'écoulement des produits de la dégradation des routes principalement pendant la saison pluvieuse, les tensions intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs dans les zones de concentration du bétail, le faible revenu financier des ménages sont à citer parmi les causes de la dégradation de la situation alimentaire de la population.

Depuis Janvier 2018, on note une tendance générale à la hausse des prix sur les marchés des localités suivies (à l'exception de Bouar) par le PAM qui est surtout due à la baisse de certaines productions empêchant l'approvisionnement adéquat et régulier des marchés, à la dégradation des axes routiers et aux taxes illicites créant multiples barrières sur les voies d'accès aux marchés des villes du pays. Le prix du maïs a connu une hausse de +15% en juillet si on compare au prix de janvier 2018. L'accès financier des ménages à l'alimentation reste faible, dans les préfectures de Mambere Kadei et de Nana-Gribizi où respectivement un tiers et la moitié des ménages consacrent plus de 75% de leurs revenus à l'achat de vivres. D'après les données disponibles (PAM, juin-août 2018), l'assistance alimentaire a pu atteindre plus de 50% des personnes planifiées avec une ration fournissant 75% des besoins par bénéficiaire. Les personnes ciblées reçoivent une assistance alimentaire en nature ou via des programmes de transferts monétaires (coupon) pour une durée proportionnelle aux besoins identifiés. L'assistance alimentaire dans les concentrations a été orientée vers les sites des déplacés ainsi que pour les PDI en famille d'accueil ainsi que pour la communauté hôte. Il faut noter que sans les interventions d'assistance alimentaire une détérioration des conditions d'alimentation aurait lieu pour les populations les plus vulnérables dans certaines préfectures (Ouham et ancienne concentration telle que Paoua). En termes généraux, l'aide alimentaire, les actions de protection et renforcement des moyens d'existence, les cantines scolaires, les programmes des ONG et agences des Nations Unies ont permis de prévenir la détérioration de la situation qui était attenue selon l'analyse de Mars en absence d'assistance.

**COMPARAISON AVEC LES ANALYSES IPC ANTERIEURES**

Par rapport à l'analyse projetée conduite en Mars sur la période d'avril à août 2018, l'analyse de septembre 2018 montre une réduction de 7% des populations en phase IPC 3 et IPC 4. On note en particulier une diminution de Phase (IPC phase 4 à 3) dans la Préfecture de l'Ouham en partie en raison d'un retour important des déplacés. De même, une amélioration s'observe dans certaines concentrations (Bria, Alindao, Bambari et les anciennes concentrations de Rafai, Bangassou et Paoua), principalement due à l'assistance alimentaire, qui n'était pas prise en compte dans l'analyse projetée antérieure. Néanmoins, les Préfectures de Ouaka, Ouham Pendé, Nana Gribizi, Haut Mbomou ainsi que les concentrations de Rafai, Kaga Bandoro et Batangafo demeurent en situation d'urgence (IPC Phase 4). L'analyse désagrégée des arrondissements de Bangui a permis de mettre en évidence une situation de Crise (IPC Phase 3) dans les arrondissements du 3ème au 8ème.

**Contact pour plus d'informations:**

Dr. Abel Namkoisse  
Président du Groupe de travail technique IPC  
Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org  
Téléphone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

## FOCUS SUR LES CONCENTRATIONS

Dans le cadre de l'analyse, les zones avec une présence importante de personnes déplacées en site (plus de 5,000 personnes) ont été dénommées «concentrations». Malgré la référence aux populations déplacées dans les sites dans la définition de 'concentration', l'analyse de l'in sécurité alimentaire aigüe dans ces zones a pris en compte la totalité de la population se trouvant dans le chef lieu de la préfecture. Les 'concentrations' sont des regroupements importants de populations qui se répartissent entre des sites formels et informels de personnes déplacées (40%) et des personnes déplacées dans des familles hôtes (60%).

Les conditions de vie dans ces concentrations sont souvent précaires et les populations déplacées sont particulièrement dépendantes de l'assistance alimentaire. Malgré une bonne intégration, l'accueil des populations déplacées par les résidents exerce une forte pression sur leurs moyens d'existence et sur les infrastructures d'eau et d'assainissement. Dans les sites, comme dans les familles hôtes, la consommation alimentaire demeure inadéquate, malgré les efforts des partenaires humanitaires pour fournir une assistance alimentaire aux ménages les plus vulnérables. En effet, celle-ci est destinée en priorité aux personnes déplacées dans les sites, demeure insuffisante et sporadique en termes de couverture des ménages dans le besoin et de rations distribuées. Cela s'explique principalement par le manque de ressources pour la réponse humanitaire, par des contraintes d'accès dues à l'insécurité par la dégradation des principaux axes routiers. A cause la faible couverture du pays en eau potable et infrastructures d'hygiène, à ce jour, 54% seulement des ménages utilisent une source d'eau potable pour leur boisson et 34% pratiquent la défécation à l'air libre. L'absence ou l'insuffisance d'eau potable expose la population aux maladies hydriques, surtout les groupes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes, personnes âgées, personnes malades).

Comme en Mars 2018, l'analyse IPC a consacré une attention particulière sur les principales zones de concentration de personnes déplacées. En Août 2018, le rapport de la Commission Mouvements des Populations (CMP) indique que 16 nouvelles villes ont accueilli désormais des nouveaux déplacés, et les **villes de l'Ippy** (6881 déplacés en sites) et **Kabo** (9149 déplacés en sites). Du fait de l'insuffisance des informations disponibles sur la sécurité alimentaire ces concentrations n'ont malheureusement pas pu être analysées.

Par rapport à la période de Mars 2018, certaines zones ont enregistré en Août 2018 des retours massifs des populations déplacées vivant principalement sur les sites. C'est le cas notamment de la Sous-Préfecture de Paoua qui ne compte actuellement plus aucun déplacé sur les sites contre plus de 30 000 personnes déplacées en Mars et plus de 100 000 en Mars 2018. La même situation est observée dans les Sous-Préfectures de Bangassou et de Rafai, où sont enregistrés d'importants retours de populations. Les retours massifs dans ces zones ont été possibles grâce au renforcement du système de sécurité sur les principaux axes par les Forces Internationales ainsi que le déploiement de quelques Forces Gouvernementales (FACA). Des Bases temporaires de la MINUSCA ont été installées dans les principales zones de retour encourageant ainsi les déplacés à retourner chez eux. Le retrait brusque de ces bases temporaires dans ces zones pourrait entraîner de nouveaux déplacements de populations. Il est donc important que la sécurité dans les principales zones de retour soit maintenue et que des actions de long terme soient mises en place pour que la sécurité dans les zones de retour soit durable et que les populations puissent avoir accès aux champs et aux intrants agricoles, en vue de reconstituer leurs moyens de subsistance et faciliter le développement des activités économiques.

Les indicateurs collectés durant la période de récolte (ENSA, Novembre 2017) montrent une **consommation alimentaire** pauvre et limite très élevées dans les sous-préfectures suivantes Bambari (65%), Kaga-Bandoro (64%), Obo (81%) et Paoua (71%). Plus de la moitié de la population dans ces sous-préfectures employait des stratégies d'adaptation d'urgence et de crise. Plus de la moitié de la population employait des stratégies d'adaptation d'urgence et de crise. Selon les enquêtes rapides réalisées dans les hotspots en Août 2018, les indicateurs montrent que près de 35% de la population à une consommation alimentaire pauvre (12%) et limite (23%). Globalement cela représente une légère amélioration par rapport à la projection réalisée en Mars, notamment dans les zones de concentrations fortement couvertes par l'assistance alimentaire. Cette légère amélioration de la consommation n'est cependant que très temporaire et s'accompagne d'une situation très critique des moyens d'existence. La consommation alimentaire demeure inadéquate, toutefois dans les concentrations de Bambari, Alindao, Bria, Bangassou, Obo et Paoua l'assistance alimentaire apporté a contribué à réduire le déficit alimentaire.

D'après le Cluster **Nutrition**, 39 sous-préfectures sanitaires sur les 71 que compte le pays ont des taux de malnutrition aigüe sévère supérieurs au seuil d'urgence de 2%, tandis que le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans reste élevé (40,8%). Des poches de malnutrition ne cessent de se développer dans les populations vivant dans les localités, les champs et villages dont l'accès est limité du fait de l'insécurité persistante.

### Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse  
 Président du Groupe de travail technique IPC  
 Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org  
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

**FOCUS SUR LES CONCENTRATIONS**

4

Les données nutritionnelles récentes sont disponibles uniquement pour les concentrations de Alindao et de Batangafo. A Alindao, la prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale (PT) est de 9,5% et la Malnutrition Aigüe Sévère (PT) est de 3 %, soit en phase 3 alors qu'à Batangafo la situation semble un peu meilleure avec une prévalence de MAG de 8,6% et d de MAS de 1,6%.

Concentration	Population Analysee	% en IPC phase 3	Population en IPC Phase 3	% en IPC Phase 4	Population en IPC Phase 4	% en IPC Phase 3+	Population en IPC Phase 3+
Concentration of Alindao	77,473	60%	46,484	10%	7,747	70%	54,231
Concentration of Bambari	138,971	50%	69,486	15%	20,846	65%	90,331
Concentration of Bangassou	76,985	30%	23,096	15%	11,548	45%	34,643
Concentration of Batangafo	74,707	45%	33,618	35%	26,147	80%	59,766
Concentration of Bria	83,077	50%	41,539	15%	12,462	65%	54,000
Concentration of Kaga Bandoro	114,586	40%	45,834	20%	22,917	60%	68,752
Concentration of Obo	39,026	40%	15,610	15%	5,854	55%	21,464
Concentration of Paoua	188,056	40%	75,222	10%	18,806	50%	94,028
Concentration of Rafai	16,919	25%	4,230	25%	4,230	50%	8,460
Total concentrations	809,800	44%	355,118	16%	130,556	60%	485,675

**Selon la mise à jour de l'analyse projetée pour la période d'Août 2018, sur 809 800 habitants des Concentrations et anciennes Concentrations analysées et leurs alentours, 479 985 personnes demeurent en IPC Phase 3 et 4, soit presque 60% de la population de ces zones.** Autour de 130 000 personnes se trouvent en situation d'urgence (IPC Phase 4) et 350 000 en situation de crise (IPC Phase 3), respectivement 16% et 43% de la population de ces zones. Comparé à la projection de Mars sur la même période, on constate une diminution de la sévérité de l'insécurité alimentaire, principalement due à l'assistance alimentaire dans les Concentrations de Bambari, Alindao, Bria et Bangassou.

**FOCUS SUR BANGUI**

Bangui est la principale ville et plus grande agglomération du Pays. La commission mouvement des populations estime en Août 2018 que la capitale de la RCA compte plus de 170 000 personnes déplacées vivant principalement en familles d'accueil. Depuis le début de la crise en 2013, le 3ème arrondissement de Bangui est resté sous contrôle d'un groupe armé. La circulation des populations du 3ème arrondissement est totalement limité e, les entrées et sorties sont aussi contrôlées et cela impacte négativement aux échanges commerciaux avec les autres arrondissements. Les enquêtes ménages conduites au mois d'Août indiquent que 24% des ménages en consacrent entre 50-65.

Prefecture de Bangui	Population Analysee	% en IPC phase 3	Population en IPC Phase 3	% en IPC Phase 4	Population en IPC Phase 4	% en IPC Phase 3+	Population en IPC Phase 3+
Bangui 1ere arrondissement	15,077	10%	1,508	5%	754	15%	2,262
Bangui 2eme arrondissement	84,538	10%	8,454	5%	4,227	15%	12,681
Bangui 3eme arrondissement	126,855	20%	25,371	5%	6,343	25%	31,714
Bangui 4eme arrondissement	128,942	15%	19,341	5%	6,447	20%	25,788
Bangui 5eme arrondissement	174,498	20%	34,900	5%	8,725	25%	43,625
Bangui 6eme arrondissement	110,603	15%	16,590	5%	5,530	20%	22,121
Bangui 7eme arrondissement	60,910	15%	9,137	5%	3,046	20%	12,182
Bangui 8eme arrondissement	103,535	20%	20,707	5%	5,177	25%	25,884
<b>BANGUI</b>	<b>804,958</b>	<b>17%</b>	<b>136,007</b>	<b>5%</b>	<b>40,248</b>	<b>22%</b>	<b>176,255</b>

**Contact pour plus d'informations:**

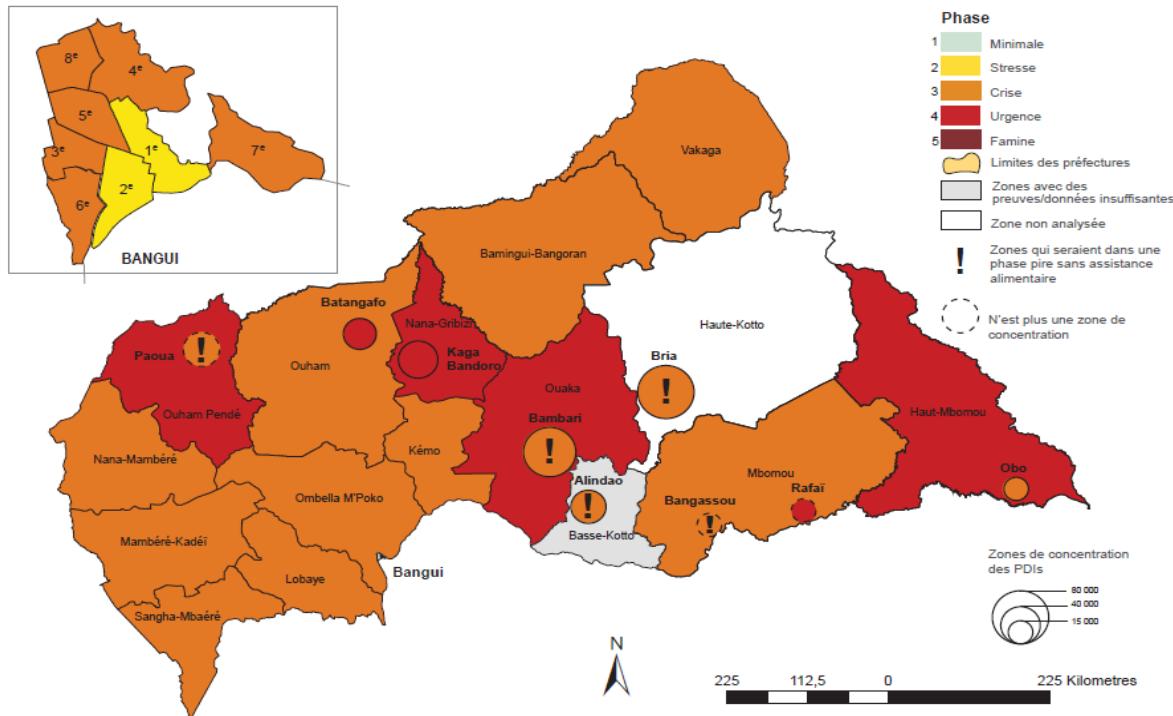
Dr. Abel Namkoisse  
 Président du Groupe de travail technique IPC  
 Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org  
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

## MISE A JOUR DE LA PROJECTION D'AOUT 2018



### Qu'y a-t-il sur la carte?

La mise à jour indique que 4 Préfectures et 3 Concentrations sont en IPC Phase 4 (Urgence), tandis que 10 Préfectures, 6 Concentrations et 6 Arrondissements de Bangui sont en IPC Phase 3 (Crise). L'analyse indique une très forte précarité dans les concentrations de Batangafo et Kaga Bandoro, dans la zone de Rafai (ancienne concentration) et dans les Préfectures de Ouham Pende, Nana Gribizi, Ouaka et Haut Mbomou. Il faut noter qu'en l'absence d'assistance alimentaire la classification serait au moins une phase plus sévère dans les Concentrations de Bambari, Alindao, Bria et dans les zones de Paoua et Bangassou (anciennes concentrations).

### IN NEED OF URGENT ACTION

Prefectures	IPC PHASE	Population Analysee	% en IPC Phase 1	Population en IPC Phase 1	% en IPC Phase 2	Population en IPC Phase 2	% en IPC phase 3	Population en IPC Phase 3	% en IPC Phase 4	Population en IPC Phase 4	% IPC Phase 3+	Population IPC Phase 3+
Bamingui-Bangoran	2	51,252	20%	10,250	45%	23,063	25%	12,613	10%	5,125	35%	17,938
BANGUI	2	804,358	26%	210,960	52%	417,743	17%	136,007	5%	40,248	22%	176,255
Haut-Mbomou	4	68,290	10%	6,829	25%	17,073	45%	30,731	20%	13,658	65%	44,389
Kemo	2	140,395	15%	21,059	65%	91,257	20%	28,079	0%	-	20%	28,079
Lobaye	2	292,683	20%	58,537	60%	175,610	15%	43,902	5%	14,634	20%	58,537
Manberé Kadéi	2	432,483	10%	43,248	30%	123,745	45%	194,617	15%	64,872	60%	259,490
Mbomou	2	194,441	10%	19,444	30%	58,332	45%	87,498	15%	29,166	60%	116,665
Nana-gribizi	4	139,677	10%	13,968	30%	41,903	30%	41,903	30%	41,903	60%	83,806
Nana-Mambere	2	277,023	10%	27,702	30%	83,107	45%	124,660	15%	41,553	60%	166,214
Ombella mpoko	2	422,916	20%	84,583	60%	253,750	15%	63,437	5%	21,146	20%	84,583
Ouaka	4	328,052	10%	32,805	30%	98,416	40%	131,221	20%	65,610	60%	196,831
Ouham	2	437,727	15%	65,659	40%	175,091	30%	131,318	15%	65,659	45%	196,977
Ouham Pende	4	510,384	10%	51,038	30%	153,115	40%	204,154	20%	102,077	60%	306,230
Sangha Mbaere	2	119,829	30%	35,949	45%	53,923	15%	17,974	10%	11,983	25%	29,957
Vakaga	2	61,952	20%	12,390	40%	24,781	25%	15,488	15%	9,293	40%	24,781
Concentration of Bria	!	83,077	5%	4,154	30%	24,923	50%	41,539	15%	12,462	65%	54,000
Concentration of Alindao	!	77,473	5%	3,874	25%	19,368	60%	46,484	10%	7,747	70%	54,231
<b>Total</b>		<b>4,442,612</b>	<b>16%</b>	<b>702,450</b>	<b>41%</b>	<b>1,841,199</b>	<b>30%</b>	<b>1,351,826</b>	<b>12%</b>	<b>547,137</b>	<b>43%</b>	<b>1,898,963</b>

#### Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse  
Président du Groupe de travail technique IPC  
Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@cf.fao.org  
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Unité de soutien global de l'IPC  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

**RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION**

6

- **Maintenir et augmenter l'assistance alimentaire pour les populations en Crise (IPC phase 3) et en Urgence (IPC Phase 4)** pour assurer une consommation adéquate aux personnes déplacées internes vivants dans des sites ou en famille, ainsi qu'aux ménages des communautés hôtes et les retournés. La priorité devra être donnée aux populations en phase de Crise (IPC Phase 3) et Urgence (IPC Phase 4) dans les préfectures avec une forte concentration de personnes déplacées.
- **Créer les conditions sécuritaires pour faciliter l'accès humanitaire dans les zones les plus affectées par le conflit**, afin de répondre d'une manière adéquate et permanente aux besoins humanitaires des populations les plus vulnérables.
- **Poursuivre les mesures de protection et relance des moyens d'existence pour les populations dans les zones rurales moins affectés par le conflit mais où l'érosion des moyens d'existence empêche la relance des activités agricoles et socio-économiques.** Ces mesures doivent concerner en priorité l'accompagnement des ménages à l'accès aux semences et intrants agricoles nécessaires pour la culture de contre-saison (campagne maraîchère). Ces interventions devront viser en priorité les ménages retournés et ceux qui se trouvent en familles d'accueil.
- **Assurer les interventions de prévention et de traitement de la Malnutrition Aigüe** en priorité dans les préfectures en situation de crise (Phase3) et urgence (Phase4) au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes ou allaitantes. Il s'agit notamment de renforcer les sensibilisations sur les pratiques ANJE (Alimentation du nourrisson et du jeune enfant), soutenir l'accès et encourager l'utilisation des aliments spécifiques à base de produits locaux.
- **Poursuivre les actions d'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales de base (eau, santé, hygiène et assainissement)**, surtout dans les zones avec une concentration importante de personnes déplacées où la pression sur les points d'eau implique un accès à l'eau bien en deçà des standards Sphère.

**SURVEILLANCE ET MISES A JOUR**

Les membres du Groupe de Travail Technique IPC (GTT) recommandent le suivi rapproché de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En particulier, en vue du cycle d'analyse régulier de la période de post-récolte, les enquêtes nationales représentatives au niveau des Préfectures telles que l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA), la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) et l'Enquête Nationale sur la Nutrition (SMART), devront être menées et mises à disposition du GTT en fin d'année 2018 pour la réalisation d'une nouvelle analyse IPC.

Il a aussi été recommandé de renforcer la coordination entre les partenaires pour améliorer la collecte de données dans les zones avec une sévérité majeure et/ou une forte volatilité, afin de pouvoir permettre le suivi rapproché de l'évolution de la situation d'insécurité alimentaire dans ces zones et ainsi informer les décideurs sur les hotspots.

Par ailleurs, comme cela a été le cas pour cet exercice IPC, les réunions du GTT-IPC en amont de l'analyse devront être maintenues pour les prochains cycles, et un renforcement de capacités visant la certification des analystes devra être mis en œuvre.

Pour la prochaine analyse, le GTT entreprend de faire des progrès dans les activités suivantes :

- Entreprendre une démarche collaborative pour améliorer la qualité des données collectées par les partenaires pour nourrir les analyses IPC, en partenariat avec l'institut national des statistiques ICASES
- Sensibiliser les parties prenantes sur l'importance du partage de l'information bien en amont des analyses pour pouvoir permettre une bonne préparation des données sur ISS et la prise de décisions concernant l'unité à analyser, axées sur la disponibilité des données.

**Contact pour plus d'informations:**

Dr. Abel Namkoisse  
 Président du Groupe de travail technique IPC  
 Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faoc@cf.fao.org  
 Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

## RÉSULTATS EN CHIFFRES

### SITUATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE

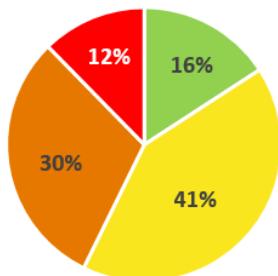
**1.9**  
**MILLIONS**



### BESOINS EN ASSISTANCE

IPC 3+

**4.44 M** Population analysée



**43 %** de la population analysée  
en besoin d'assistance urgente

**550 000**

Personnes en Urgence

**1,35 Millions**

Personnes en Crise

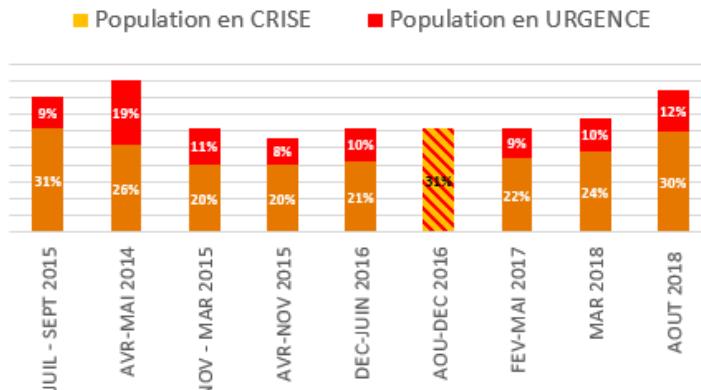
**1,85 Millions**

Personnes en Stress

**702 400**

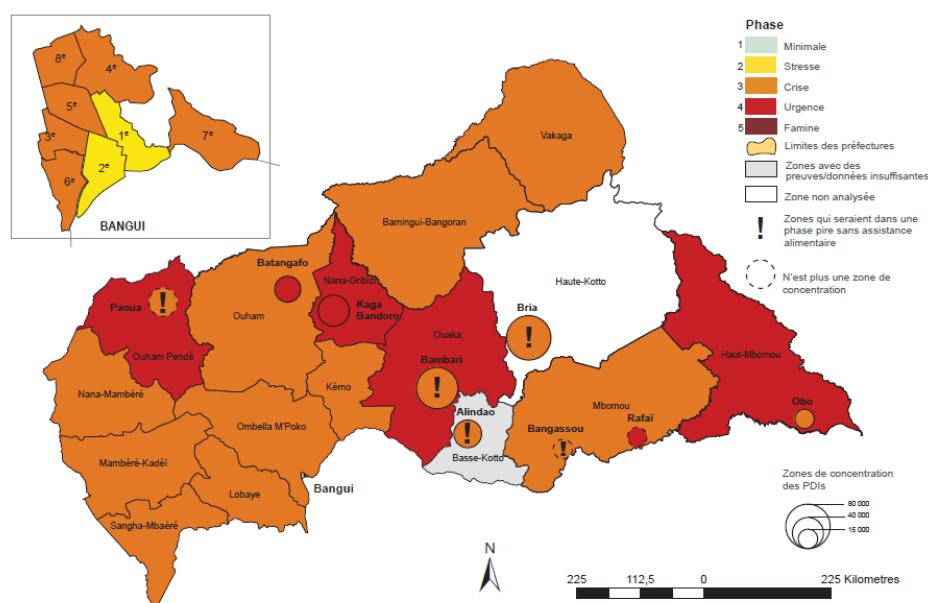
Personnes en Insécurité Alimentaire  
Minimale

### TENDANCES Juillet 2015 – Août 2018



### CARTE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUE

#### MISE A JOUR DE LA PROJECTION D'AOUT 2018



### FACTEURS CLÉS



**CONFLIT**



**EROSION DES MOYENS  
D'EXISTENCE**



**DEPLACEMENT DES POPULATIONS**

**PDI**  
**631,035 personnes**

**PDI en site**  
**288,233 personnes**

**PDI en Fam. d'Acc**  
**382,802 personnes**

**RETOURNES**  
**41,611 personnes**

#### Contact pour plus d'informations:

Dr. Abel Namkoisse  
Président du Groupe de travail technique IPC  
Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@fao.org  
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

**PROCESSUS ET METHODOLOGIE**

8

L'actualisation de la projection de l'IPC en République Centrafricaine a eu lieu du 18 au 22 septembre 2018, précédée par un jour de formation des participants le 17 septembre 2018. Sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et avec le soutien financier de la FAO, 24 entités y ont pris part avec 45 analystes provenant des agences suivantes : ACCESS, ACF, CLIRA, CONCERN, CORDAID, DCA, EDEN, FAO, FEWSNET, Food Security Cluster, IEDA Relief, ISDR/MBAIKI, KODE TI KWA, MADR, Min. Plan, Min. Elevage, Min. Mines, OCHA, OXFAM, REACH INITIATIVE/RRM, SOLIDARITES INT., WVI, WFP.

Dans l'ensemble des Préfectures analysées, les analystes ont bénéficié d'indicateurs permettant de conduire une mise à jour de la projection réalisée en Mars 2018. Les protocoles IPC demandent la présence 'indicateurs représentatifs de moins de 12 mois, au moins 4 facteurs contributifs récents. Par endroits, a ces deux conditions, des éléments de résultats représentatifs de la période provenant d'enquêtes localisées conduites par les ONG ainsi que d'autres sources étaient disponibles.

Lors de l'analyse de Mars, il a été recommandé par le GTT de réaliser une nouvelle collecte de données pendant la période de soudure afin de pouvoir mettre à jour la situation de l'insécurité alimentaire montré par l'analyse projetée en Mars. Suite à cette recommandation, le Cluster et ses partenaires ont convenu de mener une collecte de données en Aout 2018 en se focalisant sur les zones les plus en insécurité alimentaire et les plus instables. Au total, 11 partenaires du cluster ont participé à la collecte de données sous le lead technique du Cluster Sécurité Alimentaire, partiellement financé par la FAO et les partenaires eux-mêmes. Grâce à cette collecte de données, 29 zones ont été enquêtées dont 15 sous-préfectures particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire, 9 zones de concentrations de déplacements et 5 arrondissements de Bangui.

Ces « hotspots » étaient des zones prioritaires pour la mise à jour de cette analyse qui a ainsi pu bénéficier d'une collecte de données suivant les critères minimaux de l'IPC avec un total d'environ 3765 ménages enquêtés avec au minimum 90 ménages enquêtés dans 5 cluster par zone. Cette collecte de données a permis au GTT de mettre à jour la projection conduite en mars 2018, utilisant l'EFSA d'Octobre 2017 comme principale source de référence et en établissant des tendances sur la base des nouvelles données collectées par les partenaires du Cluster dans les « hotspots », aussi bien sur les indicateurs de résultats que sur les facteurs contributifs. En sus à cette nouvelle collecte de données, de nouveaux facteurs contributifs récents représentatifs au niveau des Préfectures sur l'ensemble du territoire ont été pris en compte dans l'analyse comme l'évolution des mouvements de populations, les incidents sécuritaires, la tendance des pluies et des prix des denrées alimentaires. Ces données ont permis de faire la mise à jour également dans les Préfectures qui n'avait pas été couverte par l'enquête du Cluster sécurité alimentaire.

Considérant que d'autres enquêtes plus complètes comme le CFSAM, ENSAN et la SMART vont être menées entre octobre et novembre 2018, il a été décidé qu'une nouvelle analyse IPC serait réalisée en fin d'année sur la base des données post-soudure collectées par les enquêtes d'envergure nationale.

**Limites de l'analyse**

En termes de limites de l'analyse, on note la rareté des preuves récentes informant l'état nutritionnel, exception faite pour Alindao et Batangafo et l'absence de données sur la mortalité. Dans deux zones (Koui et Baouar), les données n'étaient représentatives que des zones urbaines.

**Qu'est-ce que l'IPC et qu'est-ce que l'insécurité alimentaire aigüe :**

L'IPC est un ensemble d'outils et de procédures permettant de classer la gravité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles aigües ainsi que l'insécurité alimentaire chronique et persistante sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions se renforçant mutuellement, chacune avec un ensemble de protocoles spécifiques (outils et procédures). Les principaux paramètres de l'IPC comprennent la recherche d'un consensus, la convergence des données probantes, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à informer les interventions d'urgence ainsi que les politiques et programmes de sécurité alimentaire à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aigüe est définie comme toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné d'une gravité qui menace des vies ou des moyens de subsistance, ou les deux, indépendamment des causes, du contexte ou de la durée. Elle est très sensible au changement et peut se manifester dans une population dans un court laps de temps, à la suite de changements soudains ou de chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

**Contact pour plus d'informations:**

Dr. Abel Namkousse  
Président du groupe de travail technique IPC  
Email: gti\_ipcrca@yahoo.fr / faocf@fao.org  
Telephone: +23672036182

Cette analyse a été réalisée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural (MADR). Il a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO.

**Unité de soutien global de l'IPC**  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition selon les protocoles de l'IPC, élaborés et mis en œuvre dans le monde entier par le Partenariat mondial de l'IPC - ACF, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWSNET, Global Food Security Cluster, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, Save the Children, UNICEF et WFP.